

Pour diffusion immédiate

LES CHEFS DE PARTIS DOIVENT DÉFINIR LEUR APPROCHE AU VIH/SIDA

Le silence sur le sujet, dans cette campagne électorale, est inacceptable

TORONTO, 12 janvier 2006 — Le Réseau juridique canadien VIH/sida et la Coalition interagence sida et développement ont invité aujourd’hui les chefs des partis politiques fédéraux à exprimer leurs positions sur les moyens par lesquels le Canada devrait combattre l’épidémie du VIH/sida, ici et à l’étranger.

« Le Canada sera l’hôte du Congrès international sur le sida, en août. Plus de 15 000 congressistes, dont plusieurs chefs d’État, convergeront de partout vers Toronto pour faire progresser la réponse mondiale au sida. Nous voulons savoir ce qu’ils entendront le premier ministre du Canada leur dire », affirme Joanne Csete, directrice générale du Réseau juridique.

« Les Canadiens et Canadiennes ont le droit de connaître les positions des partis politiques, quant à la prévention du VIH et aux soins et traitements pour le VIH/sida », ajoute le directeur général de la Coalition interagence, Michael O’Connor.

Le Réseau juridique et la Coalition interagence demandent aux chefs des partis de répondre à cinq questions :

1. Mettrez-vous en place un cadre légal permanent pour permettre que l’unique lieu sécuritaire pour l’injection au Canada continue son travail salvateur?
2. Amorçerez-vous des programmes d’échange de seringues dans les prisons du Canada, afin de contrer la propagation de virus mortels et de protéger la santé publique?
3. Augmenterez-vous l’octroi de fonds à la recherche canadienne et internationale en matière de microbicides, et financerez-vous des programmes sur le VIH/sida qui viseront à régler les facteurs élémentaires (comme la pauvreté, la violence et l’inégalité) responsables du risque accru d’infection par le VIH chez les femmes?

4. Que ferez-vous pour que la *Loi de l'engagement de Jean Chrétien envers l'Afrique* soit utilisée pour améliorer l'accès des pays en développement à des médicaments abordables?
5. Fixerez-vous un échéancier exécutoire pour respecter l'engagement du Canada à augmenter son aide internationale de manière à atteindre l'objectif de 0,7 % du revenu national brut, établi par l'ONU, d'ici 2015?

« Les réponses à ces questions révéleront l'approche de chaque parti politique pour la lutte au VIH/sida, affirme Mme Csete. Le Canada adoptera-t-il des stratégies inefficaces et néfastes, fondées sur l'abstinence, à l'instar de pays comme les États-Unis? Ou le nouveau gouvernement aura-t-il le courage de faire du Canada un chef de file mondial, en développant et en appliquant des solutions réellement efficaces, pragmatiques et fondées sur les droits humains, qui réduiront la propagation du VIH et amélioreront l'accès à des soins et traitements de qualité pour les personnes vivant avec le VIH/sida? »

Un document d'information contenant le questionnaire complet est accessible sur Internet à www.aidslaw.ca.

Au sujet du Réseau juridique canadien VIH/sida

Le Réseau juridique canadien VIH/sida (www.aidslaw.ca) œuvre à la promotion des droits humains des personnes vivant avec le VIH/sida ou vulnérables au VIH, au Canada et dans le monde, par ses travaux de recherche, d'analyse juridique et des politiques, d'éducation et de mobilisation communautaire. Le Réseau juridique est l'organisme chef de file au Canada sur les enjeux juridiques et de droits de la personne liés au VIH/sida.

Au sujet de la Coalition interagence sida et développement (CISD)

La Coalition interagence sida et développement (CISD) est un réseau de 162 organismes non gouvernementaux (ONG) canadiens de développement international, de lutte contre le VIH/sida, de même que d'individus préoccupés par les questions internationales liées au VIH/sida.

– 30 –

Pour de plus amples renseignements :

Available in English

Leon Mar
Directeur des communications
Réseau juridique canadien VIH/sida
Téléphone : +1 416 595-1666 (poste 228)
Courriel : lm@aidslaw.ca
Site Internet : www.aidslaw.ca

12 janvier 2006

CINQ QUESTIONS AUX CHEFS DES PARTIS POLITIQUES CANADIENS

1. Répondre avec pragmatisme au VIH parmi les personnes qui s'injectent des drogues

Depuis deux ans, le service *Insite*, lieu sécuritaire pour l'injection dans le quartier Downtown Eastside de Vancouver, sauve des vies en fournissant un endroit hygiénique où certains des citoyens et citoyennes les plus vulnérables et les plus marginalisés du Canada peuvent s'injecter des drogues et recevoir une assistance médicale vitale et des références à des services de soutien. L'autorisation accordée à l'*Insite* par Santé Canada expirera cette année.

Mettez-vous en place un cadre légal permanent pour permettre à l'*Insite* de continuer son travail salvateur?

2. Protéger la santé des détenus pour protéger la santé publique

Aux quatre coins du Canada, des programmes d'échange de seringues financés par les deniers publics contribuent efficacement à réduire la propagation de maladies infectieuses. Ces programmes n'existent toutefois pas dans les prisons du Canada. Les détenus n'ont pas accès à des seringues stériles. Par conséquent, des virus comme le VIH et l'hépatite se propagent rapidement par l'injection de drogue dans le système carcéral. Étant donné que la plupart des détenus finissent par retourner dans la communauté, la santé en prison est une préoccupation de santé publique.

Amorcerez-vous des programmes d'échange de seringues dans les prisons du Canada, afin de contrer la propagation de virus mortels et de protéger la santé publique?

3. Réduire le risque d'infection par le VIH chez les femmes

Les femmes sont de plus en plus frappées par le VIH/sida, dans le monde. Au Canada, elles représentent maintenant un quart des nouveaux cas d'infection par le VIH. La pauvreté, la violence et l'inégalité exposent de nombreuses femmes à un risque accru de contracter le VIH. C'est pourquoi il leur faut de nouveaux moyens de se protéger contre le VIH – comme les

microbicides (des gelées à application vaginale, pour tuer le virus).
Augmenterez-vous l'octroi de fonds à la recherche canadienne et internationale en matière de microbicides? Financerez-vous des programmes sur le VIH/sida qui viseront à régler les facteurs élémentaires responsables du risque accru d'infection par le VIH chez les femmes?

4. Fournir des médicaments abordables aux pays en développement

Il y a un an et demi, les députés du Parlement du Canada ont adopté à l'unanimité la *Loi de l'engagement de Jean Chrétien envers l'Afrique*, qui permet aux fabricants de médicaments génériques d'obtenir une licence pour exporter des médicaments abordables (contre le VIH/sida et d'autres maladies) dans les pays en développement. Depuis, le gouvernement n'a pas fait grand chose pour promouvoir l'utilisation de cette loi. **Que ferez-vous pour que cette loi soit utilisée pour améliorer l'accès des pays en développement à des médicaments abordables?**

5. Respecter nos engagements à l'aide internationale

Le Canada ne peut freiner l'épidémie domestique de VIH/sida sans s'impliquer pour la ralentir aussi à l'échelle mondiale. Or notre pays ne verse pas sa juste part de ressources aux efforts mondiaux pour stopper la maladie et la souffrance humaine. En juin 2005, les députés de la Chambre des communes ont adopté à l'unanimité une résolution exhortant le gouvernement canadien à augmenter son aide internationale de manière à atteindre l'objectif de 0,7 % du revenu national brut, établi par l'ONU, d'ici 2015. **Fixerez-vous un échéancier exécutoire pour respecter cet engagement?**

– 30 –

Pour de plus amples renseignements :

Available in English

Leon Mar
Directeur des communications
Réseau juridique canadien VIH/sida
Téléphone: +1 416 595-1666 (poste 228)
Courriel : lmr@aidslaw.ca
Site Internet : www.aidslaw.ca



Canadian
HIV/AIDS
Legal
Network

Réseau
juridique
canadien
VIH/sida



Le 12 janvier 2006

Le très honorable Paul Martin, C.P., député
Premier ministre du Canada

L'honorable Stephen Harper, C.P., député
Chef de l'Opposition loyale de Sa Majesté

M. Gilles Duceppe, député
Chef du Bloc québécois

M. Jack Layton, député
Chef du Nouveau Parti démocratique du Canada

M. Jim Harris
Chef du Parti vert du Canada

Objet : cinq questions sur le VIH/sida

Messieurs,

Le Réseau juridique canadien VIH/sida et la Coalition interagence sida et développement sont des organismes communautaires non partisans dont les bureaux sont établis respectivement à Toronto et à Ottawa. Ensemble, nous représentons quelque 350 organismes membres des quatre coins du Canada, en particulier des organismes de lutte contre le VIH/sida, de même que des personnes qui vivent avec le VIH/sida.

Nous vous adressons conjointement la présente, au nom de l'ensemble de nos membres, pour vous demander vos réponses à cinq importantes questions qui portent sur les moyens que le Canada devrait utiliser pour lutter contre l'épidémie du VIH/sida, au palier domestique et à l'étranger.

Vos réponses aux questions suivantes revêtent un intérêt particulier pour nos membres, dans le contexte du rôle que sera appelé à jouer le Canada en tant que pays hôte du XVI^e Congrès international sur le sida, à Toronto en août.

1. Répondre avec pragmatisme au VIH parmi les personnes qui s'injectent des drogues

Depuis deux ans, le service *Insite*, lieu sécuritaire pour l'injection dans le quartier Downtown Eastside de Vancouver, sauve des vies en fournissant un endroit hygiénique où certains des citoyens et citoyennes les plus vulnérables et les plus marginalisés du Canada peuvent s'injecter des drogues et recevoir une assistance médicale vitale et des références à des services de soutien. L'autorisation accordée à l'*Insite* par Santé Canada expirera cette année.

Mettez-vous en place un cadre légal permanent pour permettre à l'*Insite* de continuer son travail salvateur?

2. Protéger la santé des détenus pour protéger la santé publique

Aux quatre coins du Canada, des programmes d'échange de seringues financés par les deniers publics contribuent efficacement à réduire la propagation de maladies infectieuses. Ces programmes n'existent toutefois pas dans les prisons du Canada. Les détenus n'ont pas accès à des seringues stériles. Par conséquent, des virus comme le VIH et l'hépatite se propagent rapidement par l'injection de drogue dans le système carcéral. Étant donné que la plupart des détenus finissent par retourner dans la communauté, la santé en prison est une préoccupation de santé publique.

Amorcerez-vous des programmes d'échange de seringues dans les prisons du Canada, afin de contrer la propagation de virus mortels et de protéger la santé publique?

3. Réduire le risque d'infection par le VIH chez les femmes

Les femmes sont de plus en plus frappées par le VIH/sida, dans le monde. Au Canada, elles représentent maintenant un quart des nouveaux cas d'infection par le VIH. La pauvreté, la violence et l'inégalité exposent de nombreuses femmes à un risque accru de contracter le VIH. C'est pourquoi il leur faut de nouveaux moyens de se protéger contre le VIH – comme les microbicides (des gelées à application vaginale, pour tuer le virus).

Augmenterez-vous l'octroi de fonds à la recherche canadienne et internationale en matière de microbicides? Financerez-vous des programmes sur le VIH/sida qui viseront à régler les facteurs élémentaires responsables du risque accru d'infection par le VIH chez les femmes?

4. Fournir des médicaments abordables aux pays en développement

Il y a un an et demi, les députés du Parlement du Canada ont adopté à l'unanimité la *Loi de l'engagement de Jean Chrétien envers l'Afrique*, qui permet aux fabricants de médicaments génériques d'obtenir une licence pour exporter des médicaments abordables (contre le VIH/sida et d'autres maladies) dans les pays en développement. Depuis, le gouvernement n'a pas fait grand chose pour promouvoir l'utilisation de cette loi. **Que ferez-vous pour que cette loi soit utilisée pour améliorer l'accès des pays en développement à des médicaments abordables?**

5. Respecter nos engagements à l'aide internationale

Le Canada ne peut freiner l'épidémie domestique de VIH/sida sans s'impliquer pour la ralentir aussi à l'échelle mondiale. Or notre pays ne verse pas sa juste part de ressources aux efforts mondiaux pour stopper la maladie et la souffrance humaine. En juin 2005, les députés de la Chambre des communes ont adopté à l'unanimité une résolution exhortant le gouvernement canadien à augmenter son aide internationale de manière à atteindre l'objectif de 0,7 % du revenu national brut, établi par l'ONU, d'ici 2015. **Fixerez-vous un échéancier exécutoire pour respecter cet engagement?**

Vos réponses à ces questions contribueront sans doute à éclairer les choix électoraux de nos membres, d'un océan à l'autre, auxquels nous ferons connaître les positions dont vous nous aurez fait part.

Nous vous remercions à l'avance de la considération que vous accorderez à ces importants enjeux.

Veuillez agréer, Messieurs, l'expression de nos sentiments distingués.



Joanne Csete
Directrice générale
Réseau juridique canadien VIH/sida
1240, rue Bay (suite 600)
Toronto, Ontario M5R 2A7
+1 416 595-1666 (poste 232)



Michael O'Connor
Directeur général
Coalition interagence sida et
développement
1, rue Nicholas (suite 726)
Ottawa, Ontario K1N 7B7
+1 (613) 233-7440 (poste 13)



Envoi par courriel

Le mercredi 18 janvier 2006

Monsieur Leon Mar
Directeur des communications
Réseau juridique canadien VIH/sida

Monsieur Mar,

Vous trouverez, ci-joint, les réponses au questionnaire que vous nous avez fait parvenir dans le cadre du déclenchement des élections fédérales 2005-2006.

Nous espérons que les réponses fournies vous permettront de mieux comprendre notre action politique.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur Mar, l'expression de nos sentiments distingués.

Dominic Labrie
Cabinet du chef du Bloc Québécois
3750, Crémazie Est, bureau 307
Montréal (Québec)
H2A 1B6

1. Répondre avec pragmatisme au VIH parmi les personnes qui s'injectent des drogues.

Mettez-vous en place un cadre légal permanent pour permettre à l'*Insite* de continuer son travail salvateur?

Le Bloc Québécois analysera avec grand intérêt le rapport de l'étude scientifique menée par le *B.C. Centre for Excellence in HIV/AIDS* sur les effets du site d'injection de Vancouver's Downtown Eastside.

Comme vous, nous croyons que la répression n'est pas la meilleure solution pour lutter contre la toxicomanie. Nous croyons aussi que le règlement du déséquilibre fiscal permettait aux provinces de mieux supporter les toxicomanes.

2. Protéger la santé des détenus pour protéger la santé publique.

Le Bloc Québécois croit que des études de faisabilité devraient être menées.

3. Réduire le risque d'infection par le VIH chez les femmes.

Augmenterez-vous l'octroi de fonds à la recherche canadienne et internationale en matière de microbicides? Financerez-vous des programmes sur le VIH/sida qui viseront à régler les facteurs élémentaires responsables du risque accru d'infection par le VIH chez les femmes?

D'une part, le Bloc Québécois, qui œuvre sur la scène fédérale, propose qu'Ottawa augmente de façon substantielle les budgets alloués à la recherche fondamentale. L'identification des causes de certaines maladies et la découverte de nouveaux traitements palliatifs et curatifs permet d'améliorer considérablement la qualité de vie de milliers de Québécois et de Canadiens. Pour le Bloc Québécois, la recherche constitue une des voies les plus prometteuses et doit être stimulée.

D'autre part, concernant les programmes de prévention et de support, le Bloc Québécois constate que le Québec engage déjà, à l'intérieur de son propre système de santé, des ressources pour lutter contre le VIH. Puisque c'est le gouvernement du Québec qui possède la compétence constitutionnelle exclusive en matière de santé, et qu'il est le seul qui peut intervenir auprès de tous les établissements du réseau québécois de santé, le Bloc Québécois estime que c'est à ce gouvernement que revient la décision d'établir les priorités et de développer des plans d'action sur son territoire. Le Bloc Québécois préconise une approche simple pour éviter les dédoublements coûteux : tout financement supplémentaire octroyé par Ottawa devrait être versé directement au Québec et aux provinces afin qu'ils puissent consolider leurs propres réseaux de santé.

4. Fournir des médicaments abordables aux pays en développement.

Que ferez-vous pour que cette loi soit utilisée pour améliorer l'accès des pays en développement des médicaments abordables?

Le Bloc Québécois s'est engagé, comme tous les autres partis, à concourir à l'adoption rapide du projet de loi C-9 (37^e législature) qui a fait l'unanimité à la Chambre des communes.

Ce projet de loi permet aux pays en développement d'avoir accès à des médicaments à un prix abordable et est en ligne directe avec les engagements du Canada et de la communauté internationale à contribuer à l'atteinte des objectifs de développement du millénaire.

À l'instar des autres pays développés, le Canada s'est engagé à respecter ces objectifs notamment en ciblant mieux vers un certain nombre de priorités en matière de développement social (santé, nutrition, sida, protection de l'enfance). Le Bloc Québécois a applaudi ces initiatives.

Cependant, dans son récent exposé de politique internationale pour les années à venir, le gouvernement canadien a honteusement refusé de fixer un délai pour atteindre ces *objectifs de développement du millénaire*.

Le Bloc Québécois va poursuivre ses efforts afin que le gouvernement fédéral respecte ses engagements en matière d'aide aux pays en développement.

5. Respecter nos engagements à l'aide internationale.

Fixerez-vous un échéancier exécutoire pour respecter cet engagement?

Le Bloc Québécois propose que le gouvernement fédéral mette en place un plan plus réaliste visant l'atteinte de la cible fixée de 0,7% du PNB. Pour y arriver, il doit augmenter les budgets d'aide au développement à un rythme plus rapide que les 8 % par année qu'il a annoncé en 2003.

Le Bloc Québécois propose aussi que le gouvernement fédéral conditionne toute aide bilatérale au respect de règles minimales en matière de droits de la personne. Le gouvernement fédéral doit aussi s'assurer que les fonds ne soient pas détournés de leurs objectifs initiaux.

**Liberal Response to the
Canadian HIV/AIDS Legal Network
Election 2006 Questionnaire**

1. Will you establish a permanent legal framework to allow Insite to continue its life-saving work?

As you are aware, the Government of Canada is providing \$1.5 million to support the evaluation component of the three-year pilot project to determine whether supervised injection sites will improve the health of injection drug users and reduce the harm associated with injection drug use.

The results, published after one year, are promising. However, this evaluation represents only an initial step in assessing whether the supervised injection site is reducing the harm associated with injection drug use.

A Liberal government will continue efforts to document the health outcomes of injection drug users associated with the site throughout the three year evaluation period and beyond, and from there will determine an appropriate course of action.

2. Will you implement needle exchange programs in Canadian prisons to stop the spread of deadly viruses and to protect public health?

Infectious diseases in prisons are a serious issue and Correctional Service Canada (CSC) recognizes the need for a range of interventions to effectively manage them. This is why CSC has sought the expertise of the Public Health Agency to conduct a study on needle exchange programs. The study is currently underway and we look forward to receiving their report.

3. Will you increase funding for Canadian and international research on microbicides? And will you fund HIV/AIDS programs in Canada and in developing countries that address the root causes of women's risks of HIV infection?

The Liberal government, through the Canadian International Development Agency (CIDA), takes a comprehensive approach to addressing HIV/AIDS that focuses on prevention, care, treatment and support, as well as building capacity in developing countries to fight HIV/AIDS. This includes strengthening health systems and capacity building in developing countries, as part of the global response to the epidemic, and research and development related to the development of an HIV/AIDS vaccine.

Addressing the gender dimensions of HIV/AIDS is critical to controlling and eradicating the epidemic. Women, men, boys and girls must have equal opportunity to realize their full human rights, including sexual and reproductive

rights, inheritance and property rights. CIDA will support governments and civil society partners to ensure that individuals, including vulnerable populations and people living with HIV/AIDS, are able to engage and participate in HIV/AIDS prevention, care, treatment and support.

In January 2005, the Liberal government launched the *Federal Initiative to Address HIV/AIDS in Canada*. This is a major federal initiative, evolving from the *Canadian Strategy on HIV/AIDS*. Through the *Federal Initiative*, we doubled the investment in HIV/AIDS programs from \$42 million to \$84 million annually by 2008-2009. In 2005-2006, funding is expected to increase by \$13 million to \$55 million.

The funding will help strengthen surveillance, research, and community response. It will also help to raise public awareness of the seriousness of this disease. In addition, the funds will help ensure that those living with or affected by HIV and AIDS receive the support that they require.

In June 2005, the first meeting of the Government of Canada Assistant Deputy Minister Committee on HIV/AIDS took place. As an initial step toward developing an integrated approach to addressing the epidemic, the committee will develop a Government of Canada Position Statement on HIV/AIDS.

While our commitment to a National AIDS strategy will be a key component of our strategy to reduce and prevent the spread of HIV/AIDS, we believe that public health efforts on health promotion and disease prevention will help achieve better health outcomes for Canadians and reduce pressure on our public health care system.

4. How will you ensure that this law (The Jean Chretien Pledge to Africa Act) is used to give developing countries better access to affordable medicines?

Canada is recognized worldwide for its leadership in the fight against HIV/AIDS. Canada's commitments in fighting this pandemic includes:

- \$100M to the World Health Organization Initiative to treat three million people with AIDS by 2005;
- \$140M to the Global Fund to Fight AIDS, Tuberculosis and Malaria;
- \$160M to the Global Alliance for Vaccines and Immunization;
- \$67.4M to the United Nations Population Fund; and,
- \$15M to the International Partnership for Microbicides.

Also, this Government put in place Bill C-9, making Canada the first country to adopt legislation to enable developing and least developed countries access to affordable life saving drugs.

Clearly, HIV/AIDS is a top priority of our government. Over the last five years, CIDA's coordinated comprehensive approach in the global fight against AIDS reached a total of \$600 million.

In May 2005, Bill C-9, *The Jean Chrétien Pledge to Africa Act*, came into force, making Canada the first country to enact legislation allowing for the export of generic versions of patented medicines. This legislation is intended to help enable developing and least developed countries access to affordable life saving drugs.

Canada has undertaken (through bilateral meetings and our missions abroad) to provide a number of countries (e.g. South Africa, Ghana) with information on Canada's legislation and will continue to do so over the coming months. Canada is also encouraging other World Trade Organization (WTO) members to follow suit and is willing to offer assistance to those interested in developing similar legislation. To date, Norway is the only other country to have implemented the WTO decision, having passed legislation immediately following Canada.

5. Will you set a binding timetable to deliver on the .7 ODA/GNI commitment?

Canada is committed to making progress towards the target of 0.7% and we continue to make strong investments in development assistance.

Canada is known for keeping its promises and it would be irresponsible for our government to commit to reaching the 0.7% GNI/ODA ratio by a specified date until we know that this commitment is fiscally possible.

Budget 2005 provided an increase of \$3.4 billion over the next five years for international assistance and commits to doubling our ODA budget to over \$5 billion by 2010. Canada's International Assistance Envelope has increased by eight percent annually since 2002-2003 and will continue to increase by eight percent each year. Our goal is to maintain increases beyond 2010 and accelerate the projected rate of growth in international assistance as our fiscal position continues to improve.

However, development is not just about dollars or abstract ratios. It is also about increasing the effectiveness of our development dollars. As the International Policy Statement articulated, Canada's direct country-to-country assistance will be focused on 25 developing countries, more than half of which are in Africa. These are among the world's poorest countries but have the capacity to use aid effectively. Targeting our efforts in these countries to the sectors of governance, health, basic education, private-sector development, and environmental sustainability, with gender equality as an overall theme, will lead to an increased impact in poverty reduction. Through this integrated approach, we will ensure

that our development assistance will make a difference where the need and the prospects for results are greatest. And we are committed to finding ways to increase our aid even more.

A number of high profile celebrities have called for Canada to increase its Official Development Assistance envelope, but have failed to point out the many Canadian projects that contribute to development, but are not counted as foreign aid. For example, Canada's contribution to the Sudan, where we have committed nearly \$366 million for food and humanitarian assistance as well as support for the peace process and peace-building since 2000.

In addition, Canada has been a global leader in the debate over debt relief for heavily-indebted poor countries around the world, particularly in Sub-Saharan Africa. Under the leadership of Prime Minister Paul Martin, Canada played an important role in the fight for debt relief. Recently, our government's efforts have prompted the G-8 to announce the cancellation of the crushing debt being faced by 18 of the world's poorest countries, an amount totalling over \$40 billion (U.S.).



January 20, 2006

RE: Canadian HIV-AID Legal Network Questionnaire

Attached please find the response of the New Democratic Party to your 2006 Election Survey. It is the policy of our party to respond to surveys on behalf of all New Democratic candidates.

For more information, we encourage you to consult our full 2006 election platform at: <http://www.ndp.ca/page/2963>

Thank you for your interest in the views of the New Democratic Party on the critical issues facing Canadians.

We appreciate your efforts to help voters make an informed decision on voting day.

Sincerely,

A handwritten signature in black ink, which appears to read 'Jack', is positioned above the printed name.

Jack Layton
Leader of Canada's NDP

1. Will you establish a permanent legal framework to allow Insite to continue its life-saving work?

Our NDP MP Libby Davis (Vancouver East) is a strong advocate of the safe injection site in Vancouver's Downtown Eastside. She wrote to the Mayor, the federal health Minister and the Vancouver Coastal Health Authority to call for key changes to improve the health of injection drug users and the safety of the community.

She suggested some key changes such as:

- 24 hour coverage for Insite instead of relying on enforcement.
- Additional safe injection facilities across Vancouver.

2. Will you implement needle exchange programs in Canadian prisons to stop spread of deadly viruses and to protect public health?

The NDP is ready to study such a proposal with groups and partners like yours.

3. Will you increase funding for Canadian and International research on microbicides? And will you fund HIV/AIDS programs in Canada and in developing countries that address the root of causes of women's risk of HIV infection?

The NDP is committed to working with groups like yours to increase funding for research on HIV/AIDS programs in Canada and in developing countries and addressing the root of causes of women's risk of HIV infection.

It's been more than two years since the government introduced the Pledge to Africa legislation to send drugs to developing countries to support the fight against HIV/AIDS, tuberculosis and malaria. Today, not a single drug approved for export is in production. Not a single pill has reached Africa. Each and every day through the delay, 6,000 people in Africa alone die from AIDS. In this Parliament, Jack Layton and the NDP ensured Canada took tangible steps towards keeping this crucial promise to the world and its people. We stopped the billions in tax reductions for large corporations, and instead diverted \$500 million to help the world's poorest and most needy people.

4. How will you ensure that this law is used to give developing countries better access to affordable medicines?

Every Canadian is moved by the human tragedy of AIDS decimating many developing countries, particularly in Africa. We want a concerted, cohesive and ambitious plan to address one of humanity's most wrenching and urgent crises. It's time for Canada to take a leadership role by putting our values into action, shown by the leadership of Stephen Lewis, former Ontario NDP Leader and now United Nations AIDS Envoy.

Jack Layton and Canada's NDP will fight AIDS by:

- Ensuring cheaper, generic drugs are available to Africa and the developing world for AIDS and all life-threatening illnesses, such as cancer, malaria and tuberculosis, and by reducing the length of patents for prescription drugs in Canada.
- Honouring Canada's commitment to the Global Fund for AIDS relief by tripling existing funding.

- Working through the United Nations to reform the International Monetary Fund and World Bank to eliminate the drastic lending conditions that cut health and education investment in developing nations, which often result in cuts to AIDS treatment and prevention programs.

5. Will you set a binding timetable to deliver on this commitment?

Yes and we will keep pressuring the government at every opportunity to put in place its commitments related to HIV/AIDS in Canada and abroad.